

# Un internationalisme pratique La culture politique de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1970

**Ludivine Bantigny et Fanny Gallot**

## Les auteurs

Ludivine Bantigny est historienne à l'Université de Rouen Normandie, membre du GRHis (Groupe de recherche d'histoire). Elle a notamment publié *1968. De grands soirs en petits matins* (Seuil, 2018, rééd. 2020), *Révolution* (Anamosa, 2019), « *La plus belle avenue du monde* ». *Une histoire sociale et politique des Champs-Élysées* (La Découverte, 2020). Son dernier ouvrage s'intitule *La Commune au présent. Une correspondance par-delà le temps* (La Découverte, 2021). Elle travaille sur l'histoire des conditions de travail, des générations et des engagements politiques, des mouvements sociaux et des révolutions.

Fanny Gallot est historienne à l'Université Paris Est Créteil. Elle est membre du Centre de recherche en histoire européenne comparée (CRHEC) et enseigne à l'INSPE. Elle est notamment l'autrice de : *En découdre, comment les ouvrières ont révolutionné le travail et la société* (La Découverte, 2015) et a codirigé avec Ludivine Bantigny et Fanny Bugnon, *Prolétaires de tous les pays, qui lave vos chaussettes ? Le genre de l'engagement dans les années 1968* (PUR, 2017). Ses recherches portent principalement sur l'histoire des femmes et du genre au travail qu'elle envisage dans une perspective intersectionnelle (attentive à l'articulation des dominations de classe, de race et de sexe), des féminismes et du syndicalisme.

## Résumé

Parmi les gauches révolutionnaires, la IV<sup>e</sup> Internationale accorde une place essentielle à la subjectivité, à la capacité d'agir des protagonistes, bref à un marxisme humaniste. Au cours de l'immédiat après-1968, dans les courants communistes révolutionnaires, la conviction est forte que la révolution est imminente ou en tout cas qu'elle surgira à moyen terme, dans cinq ou dix ans en Europe. Mais au fil des années 1970, cette espérance s'amenuise et se fragilise. À partir des archives de la IV<sup>e</sup> Internationale, peu ou pas explorées, cette contribution revient sur la culture politique d'une organisation internationale et ses pratiques militantes qui s'appuient sur l'examen de la situation sociale, économique et politique, la stratégie à mettre en œuvre et le programme pour une société alternative au capitalisme et à l'économie de marché.

**Mots clés :** IV<sup>e</sup> Internationale ; internationalisme ; stratégie politique ; pratique militante ; culture politique.

## Abstract

Among the revolutionary leftists, the Fourth International gives an essential place to subjectivity, to the protagonists' capacity for action, in short to a humanist Marxism. In the immediate post-1968 period, in the revolutionary communist currents, there is a strong conviction that revolution is imminent, or at least that it will arise in the medium term, in five or ten years in Europe. But as the 1970s went by, this hope faded



Ludivine Bantigny, Fanny Gallot, « Un internationalisme pratique. La culture politique de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1970 », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020 [en ligne : [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

and became more fragile. From the archives of the Fourth International, little or not explored, this contribution returns to the political culture of an international organization and its militant practices, which are based on the examination of the social, economic and political situation, the strategy to be implemented and the program for an alternative society to capitalism and the market economy.

**Key words :** Fourth International; internationalism; political strategy; activist practice; political culture.

**Pour citer cet article :** Ludivine Bantigny, Fanny Gallot, « Un internationalisme pratique. La culture politique de la IV<sup>e</sup> Internationale dans les années 1970 », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020 [en ligne : [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)]

Au cours de l'immédiat après-1968, dans les courants communistes révolutionnaires, la conviction est forte que la révolution est imminente ou en tout cas qu'elle surgira à moyen terme, dans cinq ou dix ans en Europe. « L'histoire nous mord la nuque », résume Daniel Bensaïd<sup>1</sup>. Il y a donc lieu de s'y préparer et d'en penser les bases à nouveaux frais : à nouveaux frais car il ne s'agit pas de plaquer les références et expériences d'une histoire et d'une tradition, en somme d'une culture politique. Celle-ci évolue et mue avec le temps, d'autant que, dans ces courants, l'analyse précise de la situation est souvent une priorité : l'attention matérialiste aux conditions de possibilité pour l'action est en effet privilégiée. Mais au fil des années 1970, cette espérance s'amenuise et se fragilise. La période est néanmoins toujours jugée de haute intensité historique et les propositions théoriques, dans leur renouvellement, sont à l'avenant. La situation chilienne, la révolution portugaise, la mise à bas de la dictature en Grèce, les aléas de l'Union de la gauche ne sont, de fait, pas un simple contexte où cet engagement théorique trouverait son décor : ils en constituent les supports. C'est aussi la marque de l'internationalisme qui caractérise cette famille politique ; l'internationalisme n'y est pas abstrait mais pratique et organisé : une boussole, en quelque sorte. Les circulations transnationales d'expériences y constituent donc une matrice. Cette culture se veut révolutionnaire, hors frontières. Parmi les gauches révolutionnaires, la IV<sup>e</sup> Internationale s'affirme comme l'un des « courants chauds » du marxisme pour employer la formule d'Ernst Bloch, qui accordent une place essentielle à la subjectivité, à la capacité d'agir des protagonistes, bref à un marxisme humaniste<sup>2</sup>. Cette organisation trotskiste, fruit d'une réunification de deux courants en 1963 donnant naissance au « Secrétariat unifié », défend le volontarisme contre l'objectivisme et l'initiative révolutionnaire contre la mécanique des structures. Elle se distingue d'autres groupes et partis trotskistes comme l'Organisation communiste internationaliste, l'Union communiste internationaliste (Lutte ouvrière en France) ou encore la Tendance socialiste internationale, entre autres<sup>3</sup> avec lesquels ce courant débat en permanence sur les orientations à adopter. Elle compte des sections dans environ soixante pays, même s'il s'agit parfois de quelques centaines de militantes et militants seulement. Pour l'évoquer, ce texte s'appuie sur des sources jusque-là peu ou pas explorées : les archives de la IV<sup>e</sup> Internationale dont des dizaines de cartons dorment encore, presque intouchés, dans les réserves de La contemporaine<sup>4</sup> : comptes rendus de réunions internes, préparations et interventions de congrès et de conférences internationales, brochures, presse et tracts sont autant de documents propices à cerner cette espérance révolutionnaire, avec ses aléas et ses oscillations. La culture politique de la IV<sup>e</sup> Internationale se forge bien sûr dans l'héritage reçu de Trotsky qui l'a fondée en 1938 pour rompre avec la III<sup>e</sup> jugée gangrenée par le stalinisme, la construction du « socialisme dans un seul pays » et la politique meurtrière à l'égard des opposants – parmi lesquels Trotsky lui-même évidemment. Il s'agit d'un communisme révolutionnaire, quant au projet ; d'une méthode de

<sup>1</sup> Daniel Bensaïd (1946-2010) est un dirigeant français de la IV<sup>e</sup> Internationale, militant dès les années 1960. Philosophe, c'est également un intellectuel, auteur de nombreux ouvrages philosophiques et politiques.

<sup>2</sup> Cf. Razmig Keucheyan, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, La Découverte/ Zones, 2010, p. 315.

<sup>3</sup> Daniel Bensaïd, *Les Trotskysmes*, Paris, PUF, 2002.

<sup>4</sup> Bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains à Nanterre : <http://www.lacontemporaine.fr/> [lien consulté le 24/11/2020].

transition<sup>5</sup>, quant à la stratégie ; et d'une insistance sur la « révolution permanente », quant à l'objectif. Il convient donc de se pencher sur cette culture politique que l'on peut qualifier de marxiste hétérodoxe, dans le rythme ternaire qu'elle confère à sa pratique : examen de la situation sociale, économique et politique ; stratégie à mettre en œuvre ; programme pour une société alternative au capitalisme et à l'économie de marché.

## Élaborations sur la situation : le tournant des années 1970

### L'état du capitalisme et ses contradictions

La IV<sup>e</sup> Internationale propose, dans la conjoncture et partant d'elle, une réflexion renouvelée sur les structures du capitalisme : sa perspective est donc d'emblée internationale. Dès 1969, le constat est fait de l'exacerbation que revêt la concurrence interimpérialiste, avec l'amorce d'une compression du taux de profit<sup>6</sup>. Le capitalisme se doit de « remodeler de fond en comble son appareil productif » en abandonnant des secteurs entiers considérés comme « irredressables ». Le diagnostic se fait aussi pronostic : il annonce des cortèges de privatisations dans les domaines jugés rentables<sup>7</sup>.

Lors d'une conférence internationale qui se déroule en juin 1974, l'un des principaux dirigeants de la IV<sup>e</sup> Internationale, Ernest Mandel<sup>8</sup>, évoque la récession économique qui touche la plupart des grands pays capitalistes, avec des faillites retentissantes non plus seulement de petites entreprises isolées mais de groupes importants. En Grande-Bretagne notamment, quelques-unes des plus grandes banques privées se trouvent au bord de la faillite. Le chômage structurel s'impose comme le résultat de l'automation et de l'accroissement impressionnant de la productivité. En 1973, « chiffre à peine croyable », la productivité aurait augmenté de près de 15 % en un an dans l'ensemble de l'Europe. Or, « si chaque ouvrier fait 14 % de besogne de plus par heure, mais si la production n'augmente que de 5 à 7 % », le chômage ne peut que s'imposer<sup>9</sup>.

L'installation durable dans la crise, tout au long des années 1970, conduit à diagnostiquer un « capitalisme sur le déclin », à une époque où l'« austérité » paraît devenir la matrice de toutes les politiques économiques. L'organisation insiste alors sur l'accentuation des contradictions au sein du capitalisme, à la nécessité pour ses défenseurs de s'en prendre sans cesse davantage aux acquis sociaux, à la

---

<sup>5</sup> En fondant la IV<sup>e</sup> Internationale, Trotsky a élaboré un « programme de transition ». Il entend par là l'insistance sur des mots d'ordre qui dessinent un pont entre les revendications immédiates et la société émancipée du capitalisme : par exemple, l'ouverture des livres de compte, la levée du secret bancaire, le droit de veto contre les licenciements...

<sup>6</sup> Cf. Ligue communiste, Bulletin rouge de discussion. « Le contrôle ouvrier », novembre 1969, La Contemporaine, Q pièce 8316.

<sup>7</sup> Pierre Julien, « 1978 : un tournant ? », *Critique communiste*, n° 26, février 1979, p. 13.

<sup>8</sup> Ernest Mandel (1923-1995) est un dirigeant belge de la IV<sup>e</sup> Internationale. Économiste et intellectuel, il est également l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à l'analyse du capitalisme contemporain, en particulier un *Traité d'économie marxiste* plusieurs fois réédité.

<sup>9</sup> La contemporaine. Bibliothèque, archives, musée des mondes contemporains (La contemporaine), archives non classées, Rapport d'Ernest Mandel, « La crise de l'Europe capitaliste », Conférence ouvrière du Front communiste révolutionnaire et des groupes Taupe rouge, 1<sup>er</sup>-3 juin 1974.

multiplication d'emplois précaires non comme pis-aller circonstanciels mais comme outil structurel<sup>10</sup>.

Cette restructuration à l'échelle mondiale suppose pour les classes dominantes une intégration plus poussée des syndicats et dès lors une « collaboration de classes » accentuée. Car l'un des recours traditionnels en période de difficultés économiques est d'utiliser les organisations ouvrières – ou du moins leurs directions – tel un frein aux luttes sociales potentielles. L'argument est alors qu'il faut être prudents, faire attention à ne pas altérer davantage encore un climat économique dégradé. Ce discours est tenu à gauche en Angleterre, en République fédérale d'Allemagne et dans les pays scandinaves ; c'est aussi qui est adressé aux travailleuses et travailleurs portugais, à peine achevée la « révolution des Œillets ». C'est en quelque sorte la réponse que l'État entend apporter à la crise ouverte par 1968 puis par la récession économique : reconquérir la paix sociale.

### **Nouveaux réformismes et « social-démocratisation »**

La IV<sup>e</sup> Internationale se penche ainsi sur l'« intégration organique » à l'État des organisations du mouvement ouvrier, caractéristique du *Welfare State*. Pour un Jean-Marie Vincent<sup>11</sup> par exemple, l'un des théoriciens français de l'organisation, l'insertion de militants syndicaux dans la « trame institutionnelle de la société bourgeoise » par l'arbitrage des conflits du travail renvoie à une « politique contractuelle de régulation du coût de la main-d'œuvre » d'une grande habileté stratégique, puisqu'elle met « le mouvement ouvrier à la remorque du capitalisme qu'il prétend combattre tout en croyant le transformer<sup>12</sup> ».

La critique va de pair avec l'analyse du réformisme et de ses évolutions à ce stade du capitalisme. Les partis communistes européens, dont les évolutions sont l'objet d'analyses attentives, sont désormais caractérisés comme « néo-réformistes », ayant abandonné le projet révolutionnaire au profit d'une voie parlementaire, repoussant l'échéance du socialisme à un horizon toujours plus lointain. L'explication qui en est donnée est une fois encore internationaliste : le réformisme apparaît comme une option choisie pour mieux préserver les intérêts de l'URSS : « Parce qu'il fallait à tout prix empêcher une révolution qui aurait compromis l'équilibre mondial des forces et le sort de la bureaucratie soviétique, il était nécessaire d'inventer une théorie des voies pacifiques au socialisme<sup>13</sup>. »

Une image est régulièrement avancée à ce sujet : face au capitalisme, le réformisme serait comme devant un tigre particulièrement féroce mais se contenterait de s'interroger sur « l'outil à employer pour lui limer les dents et les griffes sans qu'il s'en rende compte ». Or, « ce qui est à craindre, c'est qu'avant qu'il soit désarmé, le tigre ait bouffé les réformistes et le mouvement ouvrier avec<sup>14</sup> ». Dès lors, on assiste à un renversement du stigmate lié à l'utopie : si souvent reprochée aux révolutionnaires

<sup>10</sup> La Contemporaine, archives non classées, « The Youth radicalization and the tasks of the 4<sup>th</sup> International », mai 1979.

<sup>11</sup> Jean-Marie Vincent (1934-2004) est un dirigeant français du Parti socialiste unifié (PSU) qui adhère à la LCR en 1973 avant de la quitter en 1981. Théoricien (politiste et philosophe), il est l'auteur de plusieurs ouvrages en particulier sur Max Weber, sur l'École de Francfort et sur le fétichisme de la marchandise.

<sup>12</sup> Jean-Marie Vincent, « Les voies du réformisme », *Critique communiste*, n° 32, juin 1980, p. 122-128.

<sup>13</sup> La Contemporaine, Q pièce 8316, Ligue communiste, Bulletin de discussion, « Le contrôle ouvrier », novembre 1969, p. 13.

<sup>14</sup> *Idem*.

comme irréaliste et lunaire, elle leur paraît plutôt propre aux réformistes. En effet, ceux-ci avancent encore des solutions keynésiennes dans une période marquée par l'intensification de la libération des échanges au niveau mondial et par une baisse de la rentabilité du capital. La relance keynésienne ne pourrait que renforcer la crise. Dans le même temps, et au fil des secousses internes au bloc soviétique provoquées notamment par le mouvement dissident, la IV<sup>e</sup> Internationale théorise une « crise du système stalinien ». Cette crise se traduit dans deux domaines à la fois autonomes et interdépendants : la détérioration des rapports entre la direction du Kremlin et les partis communistes au pouvoir à l'Est ; la prise de distance des partis communistes à l'Ouest par rapport au Parti communiste d'URSS. Cet éclatement serait au fond une conséquence de la position « stalinienne » déjà condamnée par Trotsky lui-même : le « socialisme dans un seul pays ». Chaque parti se serait de plus en plus adapté au cadre national dans lequel il s'inscrit, au point de rompre peu à peu avec l'internationalisme qui constituait pourtant le fondement même du communisme. L'eurocommunisme tel qu'il se forge surtout en Italie et en Espagne, dans une moindre mesure en France, est observé comme une tendance à la « social-démocratisation », en somme au réformisme. Une telle évolution susciterait dès lors une tension nouvelle pour les Partis communistes : si l'heure est au rapprochement idéologique avec les partis socialistes, comment faire face à cette « concurrence » et préserver une identité spécifique<sup>15</sup> ?

## **La théorie mise en pratique : transferts, rencontres et circulations**

### **Un internationalisme empirique**

Ces analyses internationales de la période s'appuient sur des exemples locaux mis en commun par l'entremise du Secrétariat unifié. Dans les années 1970, les expériences des militant-e-s de la IV<sup>e</sup> Internationale circulent et se transmettent de diverses manières avec des supports variés. Par exemple, des journaux comme *La Internacional* sont rédigés en espagnol pour l'émigration espagnole en France. Ce journal rend compte des « événements les plus importants à l'origine de l'agonie du franquisme et le surgissement impétueux du mouvement de masses à partir des mobilisations de 1970 contre les procès à Burgos de Xabier Izko de la Iglesia et de ses camarades<sup>16</sup> : les grandes grèves générales (Ferrol, Vigo, Besos, Pampelune...), les procès de la dictature, les luttes contre la circulaire Marcellin-Fontanet – visant à diminuer l'entrée des travailleurs étrangers en France –, la collaboration des gouvernements français et espagnol, la contre-révolution chilienne, la révolution vietnamienne, etc. *La Internacional* se veut le porte-voix des marxistes révolutionnaires auprès des émigrés espagnols. Son arrêt en 1976 s'adapte aux « nouvelles exigences de la situation politique ». En effet, auparavant deux journaux étaient diffusés en parallèle aux émigrants espagnols : *Combate*, le journal de la LCR-ETA, et *La Internacional*, un supplément à *Rouge*. Cependant, « à mesure que

<sup>15</sup> La contemporaine, archives non classées, XI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1979, Minutes et amendements.

<sup>16</sup> Ce procès, ouvert en décembre 1970, entend juger seize membres de l'ETA accusés d'assassinats. Procès considéré comme sommaire, il a provoqué une vaste mobilisation populaire ce qui, conjugué à la pression internationale, a permis aux condamnés d'éviter la peine capitale.



l'évolution de la situation politique en Espagne prend de l'importance », le maintien de deux organes parallèles ne paraît plus devoir s'imposer. *Combate* se dote d'un supplément émigration : un même journal, donc, de part et d'autre de la frontière<sup>17</sup>. La circulation se mène également sous forme d'une élaboration pays par pays, transmise ensuite pour une mise en commun. Par exemple, pour préparer la campagne sur l'avortement et la contraception, la IV<sup>e</sup> Internationale constitue des fiches sur les enjeux par pays :

« Les informations qui suivent ont été réunies à l'occasion de plusieurs réunions internationales et sur la base de la presse des sections de la IV<sup>e</sup> internationale. Elles concernent les pays suivants : Allemagne, Angleterre, Australie, Belgique, Canada-Québec, Danemark, Espagne, États-Unis, Hollande, Île Maurice, Irlande, Italie, Luxembourg, Mexique, Nouvelle-Zélande, Suisse. Elles sont datées (fin septembre 1978) et donc susceptibles de modifications vu la situation mouvante dans une série de pays. Elles pourront être complétées ultérieurement et devraient partiellement servir de base pour l'un des chapitres de la brochure que la LCR [Ligue communiste révolutionnaire] devra sortir dans le cadre de cette campagne<sup>18</sup>. »

Outre de nombreux articles dans la presse nationale, des brochures sont élaborées dans les sections pour rendre compte de ce qui s'est joué ailleurs et des leçons qu'il est possible d'en tirer. C'est notamment le cas d'une brochure intitulée *Portugal, l'alternative*. L'alternative en question est « dictature militaire ou démocratie bourgeoise ». L'article d'Ernest Mandel, Pierre Frank<sup>19</sup> et Livio Maitan<sup>20</sup>, qui expose la position de la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale présente la situation au Portugal comme se développant sous l'alternative : *pour ou contre la révolution socialiste*. Le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale a estimé d'autant plus nécessaire de rassembler les articles en question pour faire publiquement connaître cette controverse que les problèmes qui y sont débattus n'intéressent pas seulement la marche de la révolution au Portugal mais également le développement de la lutte de classe en Europe occidentale, et plus particulièrement à présent au Portugal, en Espagne, en Italie et en France<sup>21</sup>. Ne sont pas seulement publiés ici des textes de la IV<sup>e</sup> Internationale : en effet, les orientations stratégiques du Secrétariat unifié s'inscrivent également dans des débats avec des organisations se réclamant d'autres traditions d'extrême gauche, en l'occurrence le courant du Socialist Workers Party. Si donc les échanges transitent à travers diverses publications, les orientations stratégiques de la IV<sup>e</sup> Internationale se discutent également à l'occasion de nombreuses rencontres.

### **Des rencontres transnationales : les conférences ouvrières**

Vu cette redistribution des cartes, quel est le niveau de la lutte de classes d'après l'organisation qui, en marxiste, s'en réclame et s'y appuie ? En ce domaine, les années 1970 marquent selon elle un tournant : en raison de la « crise rampante des rapports de travail et des rapports sociaux en général », « la classe ouvrière dans sa

<sup>17</sup> La contemporaine, *La Internacional*, n° 16, Diciembre-Enero 1976-1977.

<sup>18</sup> Travail femmes, Avortement-contraception, *ibid.*

<sup>19</sup> Pierre Frank (1905-1984) est un des fondateurs du Parti communiste internationaliste dans les années 1930 en France. Il rejoint la direction de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1948.

<sup>20</sup> Livio Maitan (1923-2004) est un dirigeant italien de la IV<sup>e</sup> Internationale. Diplômé de lettres classiques, il est l'auteur de nombreux ouvrages politiques notamment sur l'histoire du Parti communiste italien ou encore sur la Révolution culturelle en Chine.

<sup>21</sup> Cahiers Rouge n° 4, *Portugal l'alternative, La taupe rouge, ibid.*

très grande majorité ne croit plus, comme elle le faisait dans les années cinquante et soixante, que le capitalisme est porteur d'un progrès continu, notamment d'une croissance effaçant peu à peu la pauvreté<sup>22</sup> ». Cela ne signifie pas qu'elle se bat davantage. Entre le début et la fin de la décennie, on recense environ 4 millions de « journées individuelles de travail perdues pour fait de grève » en France. Ce chiffre est jugé assez fort par rapport aux années 1950, mais modeste par rapport aux années 1960, voire particulièrement faible comparé à la situation italienne au cours de la même période : durant le « Mai rampant » italien, rien qu'entre 1971 et 1975, on compte 17 millions de journées de grève. Le degré de lutte apparaît donc toujours intense ; mais il est affaibli par le développement des contrats à durée limitée et le travail à temps partiel des femmes. Une fois encore, la constatation s'accompagne d'une prévision : l'accroissement du travail précaire diminue le degré de combativité<sup>23</sup>.

C'est à l'occasion de rencontres dans des conférences ouvrières que les militant-e-s de la IV<sup>e</sup> Internationale échangent sur les grèves ouvrières en Europe par exemple. Un rapport introductif lance, le plus souvent, la discussion. Dans un texte sur les « tâches des révolutionnaires en Europe », le « camarade Udry » revient en 1974 sur l'implantation récente des militants révolutionnaires dans différents secteurs, et ce à l'échelle européenne, précisant qu'ils sont « capables d'impulser directement des initiatives d'un niveau exceptionnellement élevé. [...] La maturation d'un tel phénomène, au travers de dizaines de luttes, peut aboutir dans quelques années, à une situation radicalement différente de celle connue en mai 68, lors d'une explosion sociale d'envergure<sup>24</sup> ». Il imagine que l'organisation puisse lancer « des initiatives à l'échelle internationale », valables surtout pour leur « exemplarité<sup>25</sup> ». Prenant, entre autre, l'exemple du Marché commun, le rapport revient sur l'internationalisation du capital et précise qu'elle rend d'autant plus nécessaire l'internationalisation des luttes : « Cela met à l'ordre du jour depuis plusieurs années des négociations internationales de contrats collectifs, des grèves européennes, des actions de solidarité à l'échelle européenne. »

Le rapport repose sur des exemples concrets de luttes marquées par une solidarité internationale (Kodak Vincennes ; travailleurs allemands de la filiale de Kodak) et s'intéresse à la manière dont la solidarité pourrait se développer dans des entreprises comme Caterpillar, Seat-Fiat, ou Rhône Progil qui ont des usines dans différents pays européens ou des militant-e-s révolutionnaires pourraient agir très concrètement de manière concertée. Le rapport se conclut comme suit :

« Cela passe par une conception claire d'opposition à toute idée fédéraliste de l'Internationale. Cela passe par une centralisation politique qui rende possible la compréhension aussi bien des particularités que des aspects généraux. Cela est aussi la condition sine qua non pour donner à l'un de nos acquis essentiels à l'échelle européenne, au mot d'ordre des États-Unis Socialistes d'Europe, un contenu concret qui, dès maintenant, se prépare dans les luttes, luttes qui à leur tour en indiquent l'actualité objective immédiate. »

<sup>22</sup> Jean-Marie Vincent, « Sur le programme commun », *Critique communiste*, n° 15, avril 1977, p. 10.

<sup>23</sup> Pierre Julien, « 1978 : un tournant ? », art. cité.

<sup>24</sup> La contemporaine, Conférence ouvrière du Front communiste révolutionnaire (FCR) et des groupes Taupes Rouges, 1<sup>er</sup>, 2, 3 juin 1974.

<sup>25</sup> *Idem*.



En d'autres termes, il importe que la IV<sup>e</sup> Internationale fonctionne comme une organisation centralisée pour parvenir à mettre en œuvre une orientation commune.

## **« Tout un programme » : l'espérance révolutionnaire et son actualisation**

### **Revendications et programme de transition**

En s'appuyant sur ces états des lieux, l'organisation se donne une double tâche, tout à la fois théorique et pratique. La première tient dans la formulation de mots d'ordre qui inviteraient à sortir de l'impuissance sociopolitique. L'idée est de partir des revendications qui émanent des luttes pour s'orienter vers la remise en cause du pouvoir patronal. Parmi ces mots d'ordre figurent l'ouverture des livres de compte des entreprises, l'échelle mobile des salaires, le droit de veto sur les cadences, les embauches et les licenciements, par un « contrôle ouvrier », expression d'un pouvoir embryonnaire frontalement opposé à la logique de la domination capitaliste. Ces perspectives entendent formuler, au plus près de la situation quotidienne des salariés, la contestation du pouvoir exercé par le patronat<sup>26</sup>. La situation peut évidemment différer selon les endroits et les pays concernés. Dans l'État espagnol en transition vers la sortie du franquisme, les militant-e-s insistent sur la nécessaire défense des revendications démocratiques et des mots d'ordre liés à la question des nationalités. Cela apparaît comme une « précondition » pour que l'organisation gagne la confiance de la population<sup>27</sup>.

Le deuxième axe réside dans une méthode pratique d'intervention dans les luttes : il s'agit d'y promouvoir toutes les expériences de « démocratie directe » ou de « démocratie ouvrière », par les assemblées générales, les comités de grève élus, les comités d'action, pour relativiser la centralité du pouvoir et ouvrir la voie à d'autres formes de vie démocratique<sup>28</sup>.

Se familiariser à exercer des responsabilités, s'accoutumer à décider pour soi : la méthode de la « démocratie ouvrière » que propose la culture communiste révolutionnaire fait resurgir « la vieille question sans cesse actualisée » : « Comment une classe exploitée et dominée peut-elle poser sa candidature au pouvoir ? » Dans ce courant politique, la Révolution française est analysée comme une révolution essentiellement bourgeoise, dans et par laquelle la prise de pouvoir politique fut le couronnement d'une position déjà dominante sur le plan social et économique. Au contraire, le prolétariat reste dominé et privé de toute parcelle de pouvoir ; il faut qu'il s'habitue à s'en emparer, selon une forme démocratique opposée à la délégation parlementaire pensée comme une relégation dans une passivité résignée.

Mais il ne s'agit pas de soulever cette question du pouvoir, du contrôle des travailleurs et de la réappropriation à la seule échelle de l'entreprise, mais aussi du côté de l'écologie, du rapport à la consommation et dans bien d'autres domaines : contrôle de la population sur l'environnement et l'urbanisme notamment, autoréductions dans les supermarchés, « marchés rouges », « crèches sauvages »,

<sup>26</sup> « Pour le contrôle ouvrier », *Rouge*, n° 10, 22 janvier 1969.

<sup>27</sup> La contemporaine, archives non classées, XI<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale, 1979, Minutes et amendements.

<sup>28</sup> Daniel Bensaïd, « Grève générale, front unique, dualité de pouvoir », *Critique communiste*, n° 26, janvier 1979, p. 72.

réquisitions des logements, refus collectif des loyers trop élevés, actions directes dans les transports avec jonction entre les travailleurs du secteur et les usagers. Il faut « animer les luttes urbaines et toutes les luttes contre le mode de vie capitaliste », mais également « faire pénétrer la dynamique du mouvement de libération des femmes dans le mouvement ouvrier<sup>29</sup> ».

Cette démarche, que Léon Trotsky avait appelée « transitoire », cherche à trouver une articulation entre les revendications immédiates et la prise du pouvoir, par la décision collective et l'incorporation d'« habitudes démystifiantes » : la politique ne se situe pas nécessairement au gouvernement ou au Parlement. Une telle méthode est pensée comme un long travail préparatoire à la révolution ; elle rompt avec la passivité et l'abandon de la décision aux « spécialistes » et aux « compétents ». Dans cette acception, la révolution suppose un cycle de lutte et d'imprégnation, fort éloignée de la « Révolution-éclair » qu'Henri Weber qualifie à l'époque de « fable<sup>30</sup> ». À rebours du « Grand Soir » et de ses majuscules, l'événement révolutionnaire n'est ni dénié ni renié ; mais il présuppose, avant son avènement, une accoutumance à la radicalisation progressive des luttes, intégrant une pratique démocratique revivifiée.

### **Auto-organisation, autogestion et centralisation**

Tout au long de la décennie 1970, la IV<sup>e</sup> Internationale maintient donc l'auto-organisation pour boussole politique et stratégique. Elle est évidemment confrontée à l'autogestion, mot-clef s'il en est durant ces années<sup>31</sup>. Ernest Mandel insiste sur la « capacité de cristallisation » que détient l'idée d'autogestion. Après les critiques du terme autour de 1968, il s'agit désormais d'assumer pleinement cette idée. Mais pas à n'importe quel prix ou condition. L'organisation refuse les projets d'autogestion morcelée, d'origine proudhonienne ou anarcho-syndicaliste, qui apparaissent davantage comme des « simulacres d'autogestion » : ils donnent en effet des illusions s'ils restent limités à quelques entreprises et favorisent en réalité une auto-exploitation ; ils masquent aussi, comme en Yougoslavie, une certaine centralisation politique au profit d'un parti, en l'occurrence la Ligue des communistes de Yougoslavie, où le monopole du pouvoir demeure entre les mains de la bureaucratie. L'autogestion doit donc se définir comme un exercice du pouvoir par les travailleuses et travailleurs à tous les niveaux de la vie sociale, contre toute forme de socialisme bureaucratique<sup>32</sup>.

La centralisation économique est assumée, pour autant. Elle n'a rien à voir avec un goût pour la rentabilité économique : Mandel rappelle que, contrairement à Lénine, la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas séduite par le taylorisme, qui sert surtout le capitalisme en tant que technologie efficace pour valoriser au maximum le capital. Il faut pouvoir compter sur d'autres développements technologiques, comme le font les ingénieurs au cœur des processus révolutionnaires, les chimistes de Cuba par exemple, qui développent la sucrochimie à partir des déchets du sucre, en lieu et place de la

<sup>29</sup> René Yvetot, « Sur quelques problèmes du contrôle ouvrier », *Critique communiste*, n° 17-18, septembre 1977.

<sup>30</sup> Henri Weber, « Transition au socialisme : sur quelques points de clivage dans le débat en cours », *Critique communiste*, n° 8, septembre 1976, p. 10-11.

<sup>31</sup> Cf. Frank Georgi (dir.), *Autogestion. La dernière utopie ?*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003 et Frank Georgi, *L'Autogestion en chantier. Les gauches françaises et le « modèle » yougoslave (1948-1981)*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2018.

<sup>32</sup> La contemporaine, Ernest Mandel, « L'autogestion socialiste », Conférence ouvrière du Front communiste révolutionnaire et des groupes Taupe rouge, citée.

pétrochimie. Il est permis d'espérer qu'un jour, des technologies permettent des unités de production relativement réduites. Mais, en l'état, ce n'est pas le cas. La technologie donnée en héritage par le capitalisme est très centralisée : par exemple, des centrales électriques où travaillent deux cents ou trois cents ouvrières et ouvriers peuvent fournir du courant à un million de personnes : « Dans un tel contexte, il est totalement utopique de vouloir morceler la décision économique au niveau de ce qui peut être décidé à l'entreprise. » Le choix n'est donc pas entre « centralisation bureaucratique » et « autogestion décentralisée » : la IV<sup>e</sup> Internationale s'affirme partisane d'une autogestion démocratiquement centralisée ou d'une autogestion planifiée : non pas par idéal de la centralisation, mais parce qu'il s'agirait d'une nécessité objective qui correspond à la réalité de la vie économique. « Si la centralisation ne se fait pas de manière consciente, c'est-à-dire planifiée, délibérée, alors elle se fera de manière spontanée, anarchique, derrière le dos des travailleurs et des producteurs<sup>33</sup>. »

L'organisation met aussi en avant le droit de regard et de contrôle des organisations ouvrières dans l'enseignement et dans les casernes, la syndicalisation des soldats pour qu'ils exigent leurs droits de travailleurs sous l'uniforme, la levée des clauses de secret professionnel ou de devoir de réserve qui lient les personnels de l'État. Toutefois, « il ne s'agit pas d'investir l'État mais de peser sur ses contradictions pour en briser les rouages<sup>34</sup> ». Ainsi au Portugal, au sein du Mouvement des forces armées, la ligne politique appuyée par le Secrétariat unifié est-elle un approfondissement des fractures dans l'armée, notamment par la constitution de comités de soldats, en lien avec les syndicats ouvriers<sup>35</sup>.

Cette conception du travail au sein même de l'État et contre lui est pour partie le fruit d'une opposition à d'autres stratégies, illustrant par là une élaboration transnationale, faite d'emprunts, de comparaisons et d'oppositions : la stratégie dite « italienne », de plus en plus tournée vers l'intégration dans l'État pour un combat mené de l'intérieur, et celle avancée par le philosophe et théoricien franco-grec Nicos Poulantzas, pour qui la révolution cesse d'être « un affrontement armé avec l'État<sup>36</sup> ». La critique qui leur est adressée est de prendre trop peu de recul vis-à-vis de la « démocratie représentative ». À terme, la place des conseils risque d'être subordonnée à la forme parlementaire. Le piège serait de déboucher sur un réformisme classique, abandonnant à terme toute perspective révolutionnaire.

Cette crainte n'est pas abstraite ni déconnectée de la situation historique et là encore c'est l'ancrage international qui alimente la réflexion. Elle est étayée par des exemples récents et brûlants. Au Portugal, la souveraineté de la Constituante a pris le pas sur les commissions ouvrières. Or, la démocratie directe n'est pas « une forme démocratique parmi d'autres » : elle est une « forme supérieure ». Daniel Bensaïd y insiste : « Comme Gramsci l'avait lucidement perçu dès l'expérience de *Ordino*

<sup>33</sup> *Idem.*

<sup>34</sup> *Idem.*

<sup>35</sup> Daniel Bensaïd « Eurocommunisme, austromarxisme et bolchevisme », *Critique communiste* n° 18/19, octobre-novembre 1977, p. 165.

<sup>36</sup> Nicos Poulantzas et Henri Weber, « L'État et la transition au socialisme », *Critique communiste*, n° 16, mai 1977, p. 19. N. Poulantzas développe des propositions stratégiques visant un équilibre entre la stratégie classique dite du « double pouvoir » – démocratie directe et auto-organisée sous la forme de conseils, combinée à une démocratie représentative de type parlementaire – et la stratégie dite « italienne » dont il juge qu'elle « est, à la limite, une stratégie uniquement fixée à l'intérieur de l'espace physique de l'État ». Il s'agit pour lui tout à la fois de travailler à l'intérieur de l'État et de le combattre.

*Nuovo*, à travers les comités, conseils ou soviets, le travailleur surmonte la fracture de l'homme et du citoyen, le dédoublement entre l'homme privé et l'homme public, la lésion entre l'économique et le politique<sup>37</sup>. »

À la notion de « processus long » avancée par Nicos Poulantzas, les théoriciens de la IV<sup>e</sup> Internationale répondent en rappelant qu'en effet, la déchirure du consensus social et de l'ordre établi se mènera à l'issue d'une accumulation d'expériences et qu'il s'agira bel et bien d'un processus. Pour autant, il n'y a pas lieu d'effacer l'idée de rupture révolutionnaire, qui continue selon eux de s'incarner dans l'hypothèse stratégique de la grève générale insurrectionnelle et auto-organisée : c'est là « un fil à plomb [pour] une pratique révolutionnaire quotidienne tendue vers un but final au lieu de flotter au fil des improvisations<sup>38</sup> ».

Les orientations stratégiques mises en avant par la IV<sup>e</sup> Internationale au cours d'une décennie marquée par des mobilisations de masse entendent actualiser l'espérance révolutionnaire dans un certain nombre de pays d'Europe et leurs effets sur les pratiques militantes. Les éléments sur la situation, l'élaboration programmatique et stratégique, la mise en œuvre empirique du programme se forment à une échelle internationale, par conviction internationaliste, et sous des formes transnationales qui mettent cet internationalisme en pratique.

Le mitan des années 1970 est néanmoins frappé par le rétrécissement des possibles, la dissolution de l'horizon, ce que plus tard Krystof Pomian nommera « la crise de l'avenir<sup>39</sup> ». Le constat vaut plus encore pour ces organisations : les militant-e-s deviennent des révolutionnaires sans révolution. C'est là un tournant majeur pour cette culture politique, et ce basculement s'opère précisément durant la décennie 1970.

Une vague de textes, à usage interne ou public, rend compte des affects engendrés par une telle situation, vécue toujours intensément et parfois dramatiquement. D'aucuns évoquent le « recrutement d'un certain type de militants venus à l'organisation, croyant en la révolution pour demain et par suite fonctionnant "à l'enthousiasme" », « peu préparés à une longue guerre de position<sup>40</sup> ». Dès lors se développe le thème de « l'inquiétude militante », une expression utilisée par Daniel Bensaïd pour clore son livre paru en 1976, *La Révolution et le pouvoir*. Pudiquement, et donc brièvement, il fait état des suicides dans l'extrême gauche, de ce désespoir qui étreint certaines et certains et, pour la première fois, des « déchirements intimes du militant ». Contrastant avec le style généralement assuré voire péremptoire de la production théorique, cet ultime chapitre aborde « la vie quotidienne du militant », faite davantage d'« inquiétudes » que d'« intouchables vérités ». Le doute saisit le vif, désormais. Le « manteau du mode de vie flotte, trop ample, sur le robuste squelette de la théorie », ainsi mise à nue face à ces fragilités. S'incrute aussi dans ce texte autoréflexif la peur des tendances autoritaires, comme si le spectre du totalitarisme

<sup>37</sup> Daniel Bensaïd, « Grève générale, front unique, dualité de pouvoir », *Critique communiste* n° 26, janvier 1979, p. 55 sq.

<sup>38</sup> Daniel Bensaïd, « Eurocommunisme, austromarxisme et bolchevisme », art. cité, p. 194.

<sup>39</sup> Krzyztof Pomian, « La crise de l'avenir », *Le Débat*, n° 7, 1980/7, p. 5-17.

<sup>40</sup> La contemporaine, FP 4117, Tendances B, « Construire le parti révolutionnaire : où en sommes-nous huit ans après 68 », s. d. [1976].

« soviétique » venait hanter les consciences militantes et engendrer une terreur du basculement dans une nouvelle oppression, qui cette fois serait l'œuvre même de la révolution. « Le militant redoute de découvrir le visage de ce pouvoir qui tremble au bout de ses actes. Il porte en lui son goulag intérieur, qui ne cesse de l'interpeller. » Pour autant, ces questions demeurent encore peu abordées, car le « surmoi pèse comme une coupole » : l'idéal révolutionnaire, la révolte contre l'ordre existant laissent peu de poids aux questionnements sur l'engagement et aux états d'âme militants<sup>41</sup>.

Si cette interrogation sur les affects politiques se pose avec acuité dans la seconde moitié des années 1970, c'est aussi et peut-être surtout que la période est au reflux de l'espoir révolutionnaire. En 1974, la révolution « des Œillets » en jette les derniers feux en Europe : l'événement en est immense, qui met à bas la dictature salazariste. Mais partout le capitalisme se restructure et commence sa mutation vers ce que l'on appellera le « néolibéralisme ». Si le système capitaliste semble fragilisé, avec la baisse du taux de profit, il en surmonte la crise par diverses stratégies, en particulier le déplacement de ses investissements vers le secteur de la finance, le recours aux délocalisations et à la sous-traitance. Le cycle révolutionnaire s'achève en 1979 au Nicaragua – et bientôt l'implacable répression des *Contras*. Pour autant, l'internationalisme ne perd rien de sa vigueur et continue d'être une boussole pour l'organisation qui s'en est toujours réclamée. L'espérance était violente, selon les mots du poète ; l'impatience doit désormais se faire lente<sup>42</sup>.

---

<sup>41</sup> Daniel Bensaïd, *La Révolution et le pouvoir*, Paris, Stock, 1976, p. 415-428.

<sup>42</sup> Cf. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004.